

N° 605

Semaine du

4 au 11 avril

1973

PRIX : 1,50 F

informations ouvrières

L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MEMES

Organe de la Fédération des Comités d'Alliance Ouvrière

2 avril : Virgile Barel (PCF)
et Edgar Faure à l'assemblée nationale

2 avril : 200 000 lycéens, étudiants,
élèves de CET dans la rue à Paris



Leur pari...

Edgar Faure, nouveau président de l'Assemblée nationale, s'est adressé aux députés ce lundi 2 avril. « Le peuple français, leur a-t-il déclaré, a administré avec éclat, lors des scrutins des 4 et 11 mars, son attachement profond à l'institution parlementaire... Le pouvoir législatif, loin de souffrir du terme qui a été mis aux confusions de naguère, s'en est trouvé renforcé, et en quelque sorte réhabilité. »

Ce n'est encore qu'un vœu : le Parlement doit jouer son rôle. La tentative de survie du régime est à ce prix.

La « représentation nationale » doit prendre en charge sa part de tâches et d'obligations dans la défense des institutions désarticulées que de Gaulle a abandonnées à ses successeurs. Il faut à tout prix répartir les responsabilités sur une base plus large. Car les cadres du régime, isolés, risquent de ne pouvoir faire face à la montée des « mécontentements ». L'« institution parlementaire » doit venir amortir, filtrer et faire écran. « Il dépend de nous, a ajouté Edgar Faure, que la France réussisse le pari, et offre le modèle d'une démocratie digne de son nom et maîtresse de son temps. »

Pari difficile.

A la même heure, 200 000 lycéens se rassemblaient Gare de l'Est pour crier une nouvelle fois dans la rue leur volonté unanime d'arracher le rétablissement de leurs suris et l'abrogation de la loi Debré. Pendant que la première entreprise du pays, la Régie Renault, demeurerait paralysée par la grève de 400 OS réclamant le passage à la qualification P1F.

Et que, le même jour, Chirac, ministre de l'agriculture, interdisait la diffusion d'un rapport de la CEE sur les perspectives de l'agriculture communautaire. Lequel concluait à la nécessité de rendre à la friche de 5 à 11 millions d'hectares aujourd'hui cultivés et d'abattre 3 millions de vaches laitières.

Le régime a dressé contre lui lycéens, étudiants, ouvriers. Et demain les paysans.

Pari difficile que celui d'Edgar Faure et de Pompidou.

Il faudrait parvenir à canaliser et à amortir les luttes de classe dans les cadres d'une « institution parlementaire renouée »... Il faudrait aussi forcer cette « institution parlementaire renouée » dans les cadres vermoulus d'un bonapartisme qui a déjà renoncé à être lui-même.

Tout craque.

Ainsi, il faudrait que « l'institution parlementaire » puisse amortir le mouvement lycéen en reprenant de quelque façon la loi votée en 1971. Mais suspendre l'application de la loi, c'est disloquer un peu plus les cadres d'un régime qui a rassemblé ce qui lui reste de volonté et de cohésion dans l'ensemble des mesures de sélection et d'embrigadement additionnées contre la jeune génération ouvrière, étudiante et lycéenne.

Il faudrait faire quelque chose. Mais quoi ? La moindre initiative risque d'ébranler les cadres d'un régime qui ne tient que par l'inertie et la force de l'habitude. Avec l'aide des dirigeants du PCF et du PS.

Où, le pari sera difficile à tenir.

Edgar Faure est à la recherche de « majorités d'idées ». Mitterrand s'est déclaré prêt à toutes les convergences sur les objectifs du programme de Provins.

Salini suggère aux lycéens de s'en remettre au combat de l'opposition démocratique dans le nouveau Parlement.

Et Virgile Barel, député PCF et doyen d'âge de la nouvelle assemblée, déclarait lundi 2 avril : « Nous tous ici détenons un mandat et devons le remplir au mieux des intérêts de nos mandants. »

Mais rien n'y fera.

Car Edgar Faure sait aussi qu'il faudrait que la « concertation » dans le cadre du Parlement permette d'imposer les mesures nécessaires face « au tumulte des égoïsmes, à la résistance des routines, à l'arrogance des pressions, à l'anarchie des intérêts ».

Il faudrait pouvoir briser ces lycéens « qui défendent un privilège », ces OS-Renault « dont on ne comprend ce qu'ils veulent », ces paysans qui demain se dresseront pour rester à la terre.

Le pari est déjà perdu.

sommaire

	Pages
Interview de Charles Berg	2
Les externes des hôpitaux en grève	3
Le combat du groupe politique de la SMA	4
Renault : une grève, un lock-out des négociations	4-5
La politique de la SLL	6
Brejnev contre le Samizdat ..	7
Notes de lecture	8

ATTENTION !

**Lycéens
et élèves de CET :
RENCONTRE
NATIONALE
à Paris**

**7 et 8 avril à l'Initiative
de l'UCL**

Biblioteca de Comunicació
Hemeroteca General
CEDOC

2 avril : 200.000 lycéens, élèves de C.E.T. et étudiants dans la rue à Paris

ILS VEULENT GAGNER !

2 avril : des centaines de milliers de lycéens, d'étudiants, d'élèves de CET ont manifesté, à Paris et en province, pour l'abrogation de la loi Debré, l'abrogation du DEUG.

A Paris, 200 000 jeunes de la Gare de l'Est à la Nation ont montré leur volonté de gagner.

7 et 8 avril : rencontre nationale lycéens-élèves de CET

« L'Union des Cercles Lycéens et d'élèves de CET a décidé de s'adresser à vous pour poursuivre et élargir une discussion qui se mène d'ores et déjà dans de nombreux lycées et CET de Paris et de province.

« Cette méthode, loin des violences et des calomnies, nous semble la meilleure. C'est ainsi, par le débat fraternel, que l'unité se forgera contre Debré et sa loi, c'est ainsi que la victoire sera remportée contre le capitalisme, c'est ainsi que le socialisme vaincra. »

(Lettre ouverte de l'UCL aux militants de l'UNCAL, le 28 mars 1973.)

Samedi 31 mars, au local de l'AJS, la discussion s'est ainsi engagée entre des militants de l'UCL, de l'UNCAL, et des lycéens non organisés.

Michèle (militante de l'UNCAL) : « On nous accuse de récupérer le mouvement mais il semble que c'est l'AJS qui veut récupérer, car elle propose des structures. »

François, élève au CET Sorbier, 11^e : « Nous nous sommes mis en grève pour le rétablissement et l'extension des sursis : j'étais pour la grève générale illimitée. Je pense que tant qu'on n'a pas obtenu nos revendications, il faut lutter pour la satisfaction de celles-ci. Un des dirigeants de l'UNCAL nous a dit : Vous devez reprendre les cours, car la grève fait le jeu du gouvernement. Pour ma part, faire le jeu du gouvernement, c'est repren-

dre les cours, sans obtenir nos revendications. »

Joël (lycée Jean-Macé) : « Nous ne sommes pas allés à la manifestation de l'UNCAL, le 21 mars, mais les militants de l'UNCAL non plus n'y sont pas allés. Les lycéens avaient décidé de manifester le 22 mars, et pas un autre jour. »

Un militant de l'UCL explique : « Nous n'avons pas imposé de « structures », mais ce sont les lycéens qui ont constitué les assemblées générales, qui ont élu leurs délégués, qui ont assuré la coordination du mouvement. C'est cela notre force, c'est cela que nous devons sauvegarder et renforcer. »

Une question est posée : que faire après le 2 avril ? Puis une autre : pourquoi a-t-on appelé à reconduire la grève le 28 mars ?

Roland (lycée Jean-Macé) : « Le Proviseur a écrit à nos parents, contre nous. Mais nos professeurs ont alors eux aussi écrit à nos parents, pour expliquer qu'ils nous soutenaient et pourquoi. »

Une militante de l'UNCAL : « Les Etats Généraux de la jeunesse, c'est utopique : on ne pourra jamais s'entendre. »

La discussion se poursuivait, elle est loin d'être close. Elle a en tous les cas montré qu'elle était possible, et nécessaire.

C'est cette discussion qui se poursuivra les 7 et 8 avril à Paris.

C.E.T. : « nous en avons assez »

Six élèves d'un centre d'instruction de Villejuif écrivent :

« Sur les 3 diplômes imposés par l'école, un seul est reconnu par l'Etat, le CAP, le moins important : mais de nombreuses injustices nous empêchent d'y accéder :

— la moyenne insuffisante en sport, souvent due à un accident ou à une maladie survenue en cours de scolarité — entraîne le renvoi pour incapacité physique, — le port des cheveux longs amène l'exclusion temporaire.

Etant en majorité issus de la classe ouvrière, nous cotisons beaucoup à notre famille (Internet) et dans le cas d'un renvoi éventuel (souvent à quelques mois des examens) nous nous trouvons sans diplômes et au chômage.

Interdiction de posséder et de recevoir des journaux politiques de la gauche, de faire circuler ces journaux, d'afficher, de distribuer des tracts.

NOUS EN AVONS ASSEZ ! »

Lors de la manifestation des élèves du CET, la semaine dernière, une curieuse banderole soudain fut dépliée : « suppression de l'armée ». Qui avait pu faire une telle banderole ?

Pas les élèves de CET, ni leur collectif puisque celui-ci n'avait pas voté ce mot d'ordre. Mais des éclats de voix s'élevaient à la tête de la manifestation, certains contestaient à d'autres le droit de prendre la tête de la manifestation :

« Lutte Ouvrière » avait soigneusement façonné quelques banderoles, qu'elle dis-

tribuit gracieusement aux élèves, totalement en dehors des décisions du collectif :

« Lutte Ouvrière », s'appuyant sur ses « élèves » chenus, entendait diriger cette manifestation. Las ! La Ligue Communiste lui contesta ce droit. L'unité des révolutionnaires sans doute...

Un autre fait : à l'issue du dernier collectif, « Lutte Ouvrière » annonce qu'elle a tiré un tract à plusieurs milliers d'exemplaires au nom du collectif. Mais de quel droit ?

La Ligue Communiste, qui en fait autant, s'irrite : on s'insulte, on se bouscule, on en vient presque aux mains : toujours l'unité des révolutionnaires...

Dans leurs Assemblées générales, dans leurs coordinations, les élèves eux-mêmes ont élaboré leurs revendications :

— liberté d'expression, — les patrons hors des CET, — non à l'apprentissage sur le tas, — abrogation de la loi Debré.

Pourquoi vouloir introduire de force d'autres mots d'ordre ?

« Ceux du technique », écrit « Lutte Ouvrière » dans son spécial CET : « Pourquoi vouloir maintenir les élèves de CET dans les conditions où la bourgeoisie les met, pourquoi ne pas leur ouvrir d'autres perspectives que celles du technique ? »

Quelle médiocrité, quel mépris pour ces jeunes à qui toute dignité est refusée et qui aspirent précisément à n'être plus « ceux du technique » !

Les discussions se mènent, les débats s'organisent.

Nous présentons dans ces colonnes une interview de Charles Berg, secrétaire national de l'AJS, le compte rendu du collectif national lycéen du 1^{er} avril, des échos des discussions qui ont rassemblé 300 lycéens et élèves de CET au local de l'AJS.

charles berg : « UNE VOLONTÉ IRREDUCTIBLE »

I.O. — Depuis deux semaines, une mobilisation extraordinaire rassemble lycéens, élèves de CET, contre la loi Debré, quelles remarques t'inspire ce mouvement ?

Charles Berg. — Deux traits marquent la mobilisation des lycéens et des élèves de CET contre la loi Debré.

Premièrement, ce qui frappe, c'est l'irréductible volonté manifestée par les lycéens, rejoints par les élèves de CET, d'obtenir le rétablissement des sursis et l'abrogation de la loi Debré. Le gouvernement a d'abord misé sur le pourrissement du mouvement : il a dû déchanter.

Malgré les manœuvres de division des dirigeants de l'UNCAL — 21 mars — la masse des lycéens mobilisés avec le soutien et la sympathie des travailleurs et de la population a, par sa mobilisation, montré qu'on se trouvait là en présence d'un mouvement de fond dont ni les discours, ni les promesses vagues n'auraient raison.

Deuxièmement, le trait essentiel de cette mobilisation, c'est que, quasi spontanément, les lycéens se sont organisés pour CONTROLER, pour décider. Ecartant toute manœuvre de division, d'où qu'elle vienne, organisés en comités de lutte contre la loi Debré ou en comités de grève, élitant et révoquant leurs délégués, organisant leurs manifestations, décidant leurs mots d'ordre, le mouvement des lycéens exprime à un degré supérieur ce que les travailleurs de la RAEP avaient exprimé dans leur grève : la volonté de contrôler, d'être maîtres de leur mouvement pour le faire aboutir.

I.O. — Quelle a été l'attitude de l'AJS dans cette bataille ?

Ch. Berg. — Rappelons pour mémoire que l'Union des Cercles Lycéens, dès le mois de février, éditait une brochure consacrée à la loi Debré : en quelques jours, cette brochure était épuisée. S'ajoutant aux manifestations organisées au mois de janvier à Paris et en province par l'UNEF, cette intervention a permis de nourrir le mouvement, de le préparer. Dès le premier jour, les cercles de l'UCL ont contribué à la mise sur pieds de comités contre la loi Debré, puis, quand la grève s'est déclenchée, à la formation des comités de grève.

Indiquons immédiatement que l'Union des Cercles Lycéens et des cercles d'élèves de CET de l'AJS se sont, dès le premier jour, refusés aux manœuvres de manipulation et de division : dès le départ, nous avons consciemment exprimé ce que des centaines de milliers de lycéens exigeaient : Assemblées générales démocratiques, élections de délégués rendant compte de leur mandat, révocables à chaque instant, organisation par les lycéens eux-mêmes, à travers leurs comités, de l'action dans la clarté et la démocratie. Cette politique qui correspondait parfaitement aux aspirations des lycéens et des élèves de CET n'a pas manqué de produire ses résultats.

Dans des dizaines de lycées de Paris et de province, les militants de l'UCL ont été élus par leurs camarades comme représentants aux coordinations et confirmés à cette place lors des AG de compte rendu dans les lycées et CET. Lors de la coordination nationale, au lendemain du 22 mars, c'est sur propo-

sition des délégués des lycées, militants ou sympathisants de l'UCL, que la grève générale a été votée. A chaque occasion, les militants de l'UCL ont mis en avant les intérêts généraux du mouvement.

En même temps que dans l'action nous exprimions les intérêts de la masse des lycéens, l'UCL se construisait : un numéro spécial de l'Étincelle a été vendu, des dizaines de cercles de l'UCL proclamés, de nombreuses adhésions réalisées. Notons que nombre de lycéens ont commencé à distinguer dans cette bataille ce qui séparait l'AJS de la Ligue Communiste et des groupes gauchistes.

I.O. — Et maintenant ?

Ch. Berg. — Répétons-le, nous nous trouvons en présence d'une mobilisation de la jeunesse sans précédent depuis mai-juin 1968. Monsieur Fontanet a déclaré : « Je ne comprends pas ce que veulent les jeunes. »

C'est pourtant clair, ils l'ont crié hier à plusieurs centaines de milliers en manifestant à Paris et en province, ils veulent :

— l'abrogation de la loi Debré, — l'abrogation du DEUG, — la liberté d'expression dans les CET.

Il est vain d'espérer qu'un mouvement d'une telle ampleur s'éteindra par des discours paternalistes de Fontanet ou de Debré.

Et maintenant ? Les 7 et 8 avril, les cercles de l'UCL et les cercles d'élèves de CET de l'AJS organisent à Paris une rencontre nationale qui fera le point de l'action, ouvrira les perspectives, non seulement pour les lycéens et élèves de CET, mais pour l'ensemble de la jeunesse à partir de l'expérience accumulée dans leur forme de mobilisation et d'action des lycéens et des élèves de CET. La bataille pour les Etats Généraux de la Jeunesse trouve ici son immédiate application. Le succès des 7 et 8 avril, préparés par tous les cercles de l'AJS, s'inscrit comme une nécessité, non seulement pour la victoire des lycéens et des élèves de CET, mais pour toute la jeunesse.

I.O. — Les 14 et 15 avril, se tiendra à Suresnes le III^e Congrès de l'AJS. Peux-tu nous dire quels seront les points à l'ordre du jour de la discussion ?

Ch. Berg. — Des milliers de lycéens et d'étudiants scandalisés place de la Nation : « La seule solution, c'est la révolution. » Au cœur des débats du Congrès de l'AJS se trouvera posée cette question. Si la revendication concentre la lutte pour la révolution, on peut dire sans exagération abusive que la mobilisation de centaines de milliers de lycéens, d'élèves de CET et également d'étudiants exprime aujourd'hui la volonté de la grande masse de la jeunesse de mettre un terme au système qui n'offre comme avenir que l'embrigadement, la sélection, l'avenir morne de l'exploitation.

L'une des questions qu'il nous faudra résoudre au III^e Congrès, c'est précisément celle des moyens politiques que l'AJS se donne pour ouvrir à la jeunesse une perspective de mobilisation pour la révolution prolétarienne, des formes d'organisation. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

dimanche 1^{er} avril au collectif national...

Dimanche 1^{er} avril, à 13 heures se réunit le Collectif National des Comités contre la loi Debré ; ce collectif est composé de délégués élus à raison de deux par coordination régionale.

A l'ordre du jour de ce Collectif : la préparation de la manifestation du 2 avril, commission armée-jeunesse, continuation de la lutte.

Un premier vote a lieu sur la question de la validation des délégués : les délégués militants de la Ligue Communiste, conduits par Field, sont mis en minorité : 19 voix contre 29.

Ceux-ci veulent alors quitter le Collectif, arguant du fait qu'il ne représente rien. Des délégués interviennent pour que soient préservées l'unité et la sérénité des travaux du Collectif, étant donné leur importance : la réussite de la journée du 2 avril.

Field prend la parole pour affirmer qu'il ne serait pas responsable de quitter le Collectif, mais il refuse de participer au vote. Le Collectif vote alors la motion sur la démocratie qui définit notamment les règles de fonctionnement des coordinations de Paris et de province par 29 voix pour et 20 refus de vote.

Une deuxième motion est votée : le Collectif demande à être reçu par la commission armée-jeunesse. C'est alors que les choses deviennent plus claires : les délégués, militants de la Ligue Communiste, de l'AMR, de Révolution, et un délégué sur deux de Lutte Ouvrière quittent la salle.

Le Collectif continue ses travaux et vote un communiqué de presse désapprouvant ceux qui sont partis et convoquant une nouvelle coordination nationale mercredi 4 avril.

les bien-pensants

Le Monde a la réputation d'être un journal « libéral », « objectif » et qui aurait le cœur à « gauche ». Qu'en en juge.

M. Yves Agnès publie le 31 mars un reportage sur le lycée Arago, en grève comme l'immense majorité des lycées depuis quinze jours. On lit :

« C'est la révolution culturelle », ne sont pas loin de penser certains lycéens, qui ont fait adopter le slogan : « Une super-vie à Arago ».

Un peu plus loin, « l'objectif » journalistique rapporte cette « vérité » :

« On fume beaucoup à Arago, et pas seulement du tabac. C'est de l'eucalyptus », nous explique un membre du comité de grève.

En quelques lignes Le Monde insinue hypocritement que les « Comités de grève » lycéens ne sont en fait qu'un ramassis de drogués. Qu'attend donc la police pour occuper les lycées en grève et arrêter les « meneurs » ?

D'ailleurs, l'honorable journal titre toutes ses pages lycéennes par la formule : « L'agitation des lycéens et des étudiants ».



C'est pourquoi, page 11 du 31 mars, Le Monde écrit que « les parents ne peuvent accepter le caractère folklorique et ludique (1) que prend le mouvement ».

Il faut bien être « objectif ». La veille, à la une du Monde, M. Gaussen avait pris soin d'informer ses lecteurs : « La loi Debré, les sursis et la question de savoir à quel âge il vaut mieux faire son service militaire sont dépassés ». La cause est entendue. Pour Le Monde bien informé, la lutte des lycéens pour le rétablissement immédiat des sursis n'a aucun fondement. Sous-entendu : il est temps d'en finir avec ce chahut de potaches.

C'est dans ce même Monde du 30 mars qu'est donné le compte rendu de la Commission Armée-Jeunesse. L'honorable quotidien se garde bien (car il s'agit de respecter la non-publication de la motion adoptée par la Commission, à la demande des chefs de l'armée y siégeant) d'informer ses lecteurs de la recommandation émise par la Commission, à savoir le rétablissement des sursis. Mais il est vrai que pour la une du Monde, la question des sursis est... « dépassée ».

Il importe cependant que la jeunesse lycéenne ne perturbe pas plus longtemps l'ordre social. Le 24 mars, M. F. Gaussen remarquait avec inquiétude : « Mais ce qui est choquant et dangereux, c'est le silence des responsables face aux questions des jeunes, le mépris où ils les tiennent, l'absence d'idées neuves, de propos chaleureux. C'est cette coupure acceptée entre la société et la jeunesse ».

Et, joignant l'écrit à l'acte, M. Gaussen ne publie pas la motion adoptée par la Commission Armée-Jeunesse, afin que les jeunes ne soient pas informés. Truquements !

Quelle solution pour prévenir de futurs mouvements de masse de la jeunesse ? Le même M. Gaussen préconise :

« Une réforme en profondeur de l'enseignement secondaire (qui) répondrait sûrement autant aux vœux des lycéens que celle du service militaire. Et puisque, paraît-il, les temps sont à la concertation et à la participation, c'est un chapitre sur lequel on ne perdrait rien à les écouter, eux et leurs professeurs ».

En un mot, on les écouterait comme on les a écoutés depuis 1968 dans les structures de participation qui ont organisé la sélection dans les lycées et les facultés, qui viennent d'aboutir à la mise en place du DEUG...

Ces « solutions » couronnent toute une campagne menée tambour battant dans Le Monde depuis le début de la mobilisation des lycéens contre le gouvernement... Dès le 20 mars, M. Jean Planchais n'hésitait pas à dénoncer le lycée « privilégié » :

« Les sursis tant réclamés aujourd'hui aboutissent à une grave injustice sociale : il suffit à tout titulaire du baccalauréat de s'inscrire à l'université pour retarder

pendant de longues années le temps de la caserne. Alors que le jeune ouvrier ou le jeune paysan qui n'avait pas fréquenté le lycée se trouvait d'office en uniforme à vingt-et-un ans ».

Cela, c'était au début de la mobilisation des lycéens. Lorsque le mouvement culmine, Le Monde se garde de revenir sur ce thème du lycée « privilégié ». Le 31 mars, il publie même une « tribune libre » de Michel Field, dirigeant lycéen qui souligne : « C'est pourquoi il serait erroné de croire les lycéens partis en guerre pour retrouver un privilège abandonné ». Belle logique !

Les lycéens sont irresponsables, tel est le thème central de cette campagne. A la veille de la grande manifestation du 22 mars, le même M. Planchais rappelle que « la loi Debré » fut, lors de son vote par l'Assemblée nationale, moins l'affaire du gouvernement et de la majorité que le résultat d'un large consensus. Conséquence : si les lycéens bougent, aujourd'hui, ces privilégiés, c'est qu'ils sont manipulés. M. Planchais dé-

nonce l'ennemi, le responsable du complot :

« Que l'agitation lycéenne ne soit pas totalement spontanée et que l'affaire des sursis ne soit pour certains groupes que l'occasion de gonfler leurs effectifs ou de les rajeunir est évident. Autrement dit, le cerveau policier du journaliste distingué voit la main de l'agitateur dans un mouvement qui a dressé des centaines de milliers de lycéens pour la défense de leur droit légitime aux études ».

Et au lendemain de la manifestation du 22 mars, Le Monde poursuit sa campagne acharnée contre les lycéens : « Enfin, cette loi sur le service national votée sans opposition, est raisonnable. Tout le monde, à l'époque en est convenu. On ne va pas revenir là-dessus. Alors, autant attendre que les choses se tassent. Le mouvement lycéen est forcément fragile » écrit avec humeur M. Gaussen dans Le Monde du 24 mars.

Le même jour, le journal des champions de l'ordre mobilise un ancien vice-président de l'UNEF, alors dirigée par des étudiants PSU, F. R. Mahieu qui participe à la Commission Armée-Jeunesse pour y donner l'accord de l'UNEF au projet qui aboutit à la suppression des sursis. Notons que ce même représentant de l'ex-BN (PSU) de l'UNEF, à la Commission Armée-Jeunesse du 18 mars, avait devant tout le monde avoué commis une erreur en 1967. De cela, pas un mot dans Le Monde.

Le distingué journal sait choisir ses alliés. Ainsi se garde-t-il de citer une seule fois l'UNEF, mais fait une large place aux communiqués de l'UNEF-Renouveau dont les dirigeants, membres du PCF, se sont abstenus en juin 1970 au Parlement sur la loi contre les sursis.

Il s'est gardé en particulier de publier le communiqué de presse de l'UNEF daté du 20 mars où celle-ci explique « la position de l'ancienne direction de l'UNEF (tendance PSU) exprimée en 1968 et 1970 dans la Commission Armée-Jeunesse et « le livret militaire », position tendant à nier le besoin et le droit des étudiants aux sursis, a été démentie dès la publication du projet et dès le vote de la loi Debré par le Collectif national de l'UNEF réuni en juin 1970 qui, par un vote unanime de toutes les tendances réunies (y compris donc celle de la direction de l'UNEF d'alors) a condamné la loi Debré et a exigé son abrogation ».

Telle est « l'opinion publique » que la bourgeoisie, en particulier au moyen de son organe « sérieux » que Le Monde entend forger contre les centaines de milliers de lycéens en lutte. Cette campagne de presse vise un objectif précis : discréditer la jeunesse qui combat pour son droit aux études, l'isoler, l'accuser à la défecte.

La campagne des « mass-media », Le Monde en tête, joue son rôle contre les lycéens. Le Monde, sous un vernis « gauche », ramène tous les bien-pensants de toutes catégories.

Mais en dépit de la haine discrètement affichée de l'organe du grand capital, le mouvement lycéen poursuit son combat pour arracher la suspension de la loi Debré.

hôpitaux : grève des externes

étudiants et enseignants solidaires

Comme nous l'expliquions dans notre précédent numéro, les externes des hôpitaux parisiens, comme ceux de Rennes et d'autres facultés, font la grève des soins. Ce qui a mis le feu aux poudres, c'est la décision de Giscard d'Estaing d'imposer les externes qui ne gagnent même pas 300 F par mois pour leur travail de chaque matin à l'hôpital et 11,43 F pour les gardes d'urgence de chirurgie et d'obstétrique qui durent dix-huit heures !

Mais à partir de la revendication immédiate de ne pas être imposés, c'est tout le contentieux des revendications non satisfaites, notamment depuis les luttes de 1968, qui est repris par tous les externes.

Ce contentieux, c'est d'abord l'exigence d'une formation professionnelle correcte, objectif sur lequel s'organise la solidarité de combat entre les étudiants, leurs enseignants et le personnel hospitalier et toute la population. La conjonction des luttes récentes de toutes ces couches pour le droit aux études, pour le droit à enseigner, à soigner et à être soigné n'a jamais été aussi nette qu'aujourd'hui.

Les externes organisés dans leurs comités de grève ont ainsi largement obtenu le soutien des enseignants, des médecins, des personnels hospitaliers et de leurs organisations (voir « I. O. », n° 604).

La section parisienne du syndicat des chefs de clinique qui ont engagé récemment une grève de trois mois pour l'amélioration de leurs conditions de travail, envoyait une lettre de soutien au comité de coordination des comités de grève. Elle affirmait notamment :

« Le conseil d'administration attire l'attention sur le fait que les stages doivent être faits dans des services hospitaliers variés et réellement formateurs, bénéficiant donc d'un effectif suffisant tant en personnels qu'en enseignants, et non pas, comme cela est trop fréquent dans des services sous-équipés en personnel et en matériel et n'ayant aucun caractère actif (service de malades chroniques, consultations pour spécialités, laboratoires, par exemple) ».

Le syndicat des chefs de clinique affirme : « que l'application stricte de la loi préservant l'obligation de six semestres hospitaliers pour les externes, et la nécessité pour les étudiants en fin d'études d'avoir un encadrement réel, des fonctions thérapeutiques durant un an sont des revendications minimales qui doivent être satisfaites afin que la valeur du diplôme de docteur en médecine ne soit l'objet d'aucune contestation ».

Les étudiants en médecine sont allés manifester à 1500 devant le ministère de la Santé. Cette manifestation, autorisée au dernier moment, a pu être organisée grâce à la force intacte des travailleurs, de la jeunesse face à un gouvernement dont les contradictions internes vont en s'aggravant.

La réponse du ministère, cynique et inquiète, a été nette : la solution c'est la sélection dans le 1^{er} cycle.

Ceci, les étudiants de 2^e cycle, qui criaient dans leur cortège : « A bas les numéros clausus, A bas la sélection », ne l'acceptent pas plus que ceux de 1^{er} cycle qui se sont, à leur tour, soit mis en grève, soit réunis en Assemblée générale pour s'organiser et discuter des moyens d'arracher leurs revendications.

Mais pour ce gouvernement sénile, la sélection des étudiants en médecine, l'application de la loi hospitalière, le démantèlement de l'assistance publique et de la Sécurité sociale restent des impératifs, pour tenter, sur le dos de la jeunesse et de la classe ouvrière, de « rentabiliser l'économie ».

Comme le dit le professeur Roujeau, professeur à la Faculté de Médecine de Paris, dans une déclaration publique :

« Ces revendications justifiées, ne représentent pas la seule raison de mon soutien. C'est en qualité de médecin hospitalier et d'enseignant que je m'élève contre la politique du gouvernement sur le plan de la santé ».

Cette politique tend en effet à démanteler le secteur public : l'insuffisance des crédits de fonctionnement, la non-amélioration de locaux vétustes et mal adaptés, l'absence de postes hospitalo-universitaires et para-médicaux en sont l'exemple le plus frappant.

« A l'opposé, on développe le secteur privé « rentable », les cliniques chirurgicales drainent la majorité des malades « faciles », l'hôpital étant réservé à la chirurgie « lourde » qui coûte très cher ».

Sur le plan des étudiants, cette politique est très claire : diminution du nombre des étudiants du 2^e cycle (concours d'entrées, suppression des sursis) en même temps que l'on tente d'opposer les élèves du 1^{er} cycle et du 2^e cycle.

Les objectifs de la bourgeoisie sont là : c'est notamment l'alinéa 3 de l'article 2 de la loi hospitalière : « le service santé public hospitalier est assumé, le cas échéant, par des établissements d'hospitalisation, gérés par des sociétés civiles et commerciales... ».

Mais pourquoi l'UEC et l'UNEF-Renouveau, absentes au début de la grève, expliquent-elles que cette grève, dès le début, était pourrissante, et appuient-elles aujourd'hui l'ouverture des cliniques privées ? Il est vrai que cette position

figure dans le « Programme commun » :

« Un effort prioritaire sera fait pour améliorer et développer le secteur hospitalier public et en démocratiser la gestion. Dans l'immédiat, les établissements existants du secteur privé à but lucratif seront dotés d'un statut fixant leurs conditions de fonctionnement et leurs obligations. Tant au point de vue de leur activité sanitaire qu'à celui de leur contribution à la formation et au perfectionnement des personnels de santé ».

On ne peut être plus clair !

C'est dire que le Programme commun ne remet pas en cause la loi hospitalière. Il reprend avec un autre langage les objectifs de cette loi, et même les moyens de son application !

Quant à la Ligue communiste, ralliée à l'Union de la gauche, elle poursuit dans cette grève, sa politique de soutien aux appareils. D'abord hésitante à soutenir les revendications des étudiants — celles-ci étant corporatistes ! — elle tourne rapidement devant l'ampleur de la mobilisation et « s'insère » dans le mouvement pour y « greffer » des mots d'ordre de caractère idéologique.

Après la manifestation au ministère, la Ligue communiste déclare : « Il fallait passer à un stade supérieur de mobilisation par... la grève administrative, occuper les caisses des hôpitaux pour rendre les soins gratuits ! ».

En oui, c'est la médecine gratuite ! C'est l'autogestion ! C'est la satisfaction des revendications « peu coûteuses » chères à Edmond Maire, de la CFDT.

Outre le caractère illusoire d'une telle méthode de blocage des paiements — l'administration ayant nombre de moyens de faire payer par la suite les soins — c'est en fait la vieille politique des « médecine-flics » qui réapparaît sous une autre forme.

En effet, quelle est la réalité ? Une fraction des prestations versées par les malades à l'Assistance Publique, constitue la masse des honoraires médicaux. D'autre part, l'Assistance publique alloue sur son budget une « masse budgétaire ».

Les internes et les chefs de clinique sont payés pour moitié sur la masse budgétaire et la masse des honoraires médicaux, les chefs de service et les attachés sont intégralement payés sur la masse des honoraires médicaux de façon fixe, c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'intéressement. Ainsi, par le blocage des paiements dans les hôpitaux, c'est la masse des honoraires médicaux qui est diminuée et donc le salaire des médecins hospitaliers qui ne peuvent ainsi que s'opposer aux étudiants.

L'ARL affirme : les solutions existent. Les étudiants, avec le soutien des enseignants, des médecins et de leurs organisations peuvent gagner contre ce gouvernement sénile. Il est possible de constituer un rapport de force qui fera plier le ministère. Il faut élargir le front qui est en train de se constituer.

Les enseignants peuvent et doivent s'adresser au ministre. Tous ensemble, nous pouvons gagner !

Comme le déclarait le professeur agrégé Guérin : « Le mouvement actuel des étudiants en médecine réclamant une formation correcte rejoint les préoccupations actuelles des chefs de cliniques et de tous les enseignants et médecins des hôpitaux, inquiets d'assister à une asphyxie progressive de l'hospitalisation publique, seule capable d'assurer un enseignement médical de qualité ».

Le combat, c'est celui de la défense du caractère public de l'hospitalisation publique, de la nationalisation des cliniques privées, de l'unification du système sanitaire sous le contrôle des salariés, des médecins et des étudiants avec leurs organisations.

C'est ce combat qui est commun à un gouvernement bourgeois qui se veut capable en excluant les intérêts du capital, de défendre ceux des travailleurs, des enseignants, des étudiants.

(1) Ludique : ce terme, utilisé par les intellectuels super-distingués du Monde, signifie : qui se rapporte au jeu.

les groupes politiques préparent la réunion de leurs délégués : Paris, 26 et 27 mai

avec le groupe de la S.M.A.

Alors que s'engage partout la préparation de la réunion nationale des délégués des groupes politiques convoquée à Paris les 26 et 27 mai, en application des décisions prises le 9 décembre par les Assises nationales pour le Front unique ouvrier, la rédaction d'Informations Ouvrières a rencontré les militants du groupe constitué à la Société Mutuelle d'Assurances du Bâtiment et des Travaux publics (Paris-15).

qu'est-ce que la S.M.A. ?

Créée par les trusts du bâtiment, comme Bouygues, Fougerolles, Gagneau, etc., la SMA assure les chantiers d'un grand nombre d'entreprises.

« Les entreprises assurées par la SMA, nous explique un camarade, mettent tout en œuvre pour conquérir de nouveaux marchés dans n'importe quelles conditions. Pour préserver leurs profits, elles tendent à travailler le plus vite possible, et elles sont amenées à bâcler le travail au

détriment des règles de l'art définies par les corporations et des règles de sécurité du travail. Les sinistres qui en découlent, la SMA les prend en charge.

Les cotisations qui alimentent les caisses de la SMA sont indexées sur les salaires versés par les entreprises affiliées. La SMA verse ainsi à ses sociétaires une prime à la surexploitation : plus les salaires sont bas, plus les cotisations sont faibles, plus les profits sont grands.

Mais la SMA, comme toutes les compagnies d'assurances, ne laisse pas dormir ses capitaux. La loi l'oblige à investir dans l'immobilier, sous prétexte d'assurer sa solvabilité envers l'Etat. Elle possède des immeubles rue de la Croix Nivert, dans le 15^e, à Montrouge, etc. Le locataire paye 800 F plus les charges pour un F2 dans le 15^e.

Pendant que, à la SMA, un architecte reçoit 1 020 F par mois.

45 travailleurs : « il faut abolir le secret bancaire, exproprier les banques, unifier les réseaux financiers dans une banque centrale unique »

A l'initiative des militants du groupe politique de la SMA, 45 travailleurs s'adressaient, avant les élections législatives, aux candidats du PCF et du PS dans les termes suivants :

« (...) Il est possible d'en finir si vous, PCF et PS, constituez un gouvernement sans représentant des partis bourgeois.

Il est possible d'en finir avec la spéculation immobilière effectuée sur le dos des travailleurs du bâtiment, des assurances, des petits assurés, des contribuables. Cela est possible, mais on ne peut s'engager dans cette voie si l'on ne peut gouverner des hommes comme MAROSELLI, assureur, ou FILIPPI, banquier.

Il est possible d'en finir avec la spéculation immobilière en nationalisant sans indemnité ni rachat les sols à bâtir, en nationalisant la SMA et toutes les compagnies d'assurance.

L'assurance doit devenir un service public.

Pour cela il faut dévoiler les gigantesques profits réalisés par les sociétés

immobilières, c'est-à-dire par les banques et les compagnies d'assurance dont elles sont les filiales.

Pour cela il faut abolir le secret bancaire, exproprier le capital bancaire et financier, unifier les réseaux financiers, banques, CCP, assurances dans une banque centrale unique qui contrôlera les crédits et les prêts.

Ainsi s'ouvrirait la voie sur laquelle il sera possible de satisfaire toutes les revendications des travailleurs des assurances, du bâtiment, d'organiser la construction des logements en fonction des intérêts de la population laborieuse.

Seul un gouvernement libéré des trusts et de leurs représentants pourrait s'engager dans cette voie.

Vous, PCF et PS, pouvez-vous engager dans cette voie. CONSTITUEZ UN GOUVERNEMENT SANS MINISTRE CAPITALISTE... »

Au lendemain des élections, le groupe politique, qui réunit régulièrement 10 à 12 travailleurs, tirait le bilan de son activité.

Une lettre était adressée à tous les militants contactés au cours de la campagne :

« ... Nous vous informons que, sur le plan national, 45 millions ont été recueillis, dont 1 600 F à la SMA.

1 600 F pour :
— le vote classe contre classe ;
— un gouvernement PCF-PS sans représentant du capital ;
— le gouvernement ouvrier ;
— le socialisme ;
— la construction du parti révolutionnaire. »

Le groupe lui-même réorganisait son travail : tous les quinze jours, réunion plénière ; dans l'intervalle, réunion de secrétariat. Chaque semaine, permanence pour la prise d'Informations Ouvrières dont 19 exemplaires sont maintenant vendus, régulièrement sur l'entreprise. Tous les mois, le groupe régit un supplément à l'O., qui rend compte des discussions et soutient la vente de l'hebdomadaire national. Le septième numéro est actuellement en préparation.

Après l'assemblée générale de 350 travailleurs

« Il est frappant de voir à quel point notre plateforme ressemble à celle de chez Renault »

La discussion est engagée.

Un camarade pose la question : « Quelles sont les perspectives au lendemain des résultats décevants des élections législatives ? La classe ouvrière est désorientée. Comment va-t-elle pouvoir reprendre l'initiative maintenant que la perspective d'une solution au problème gouvernemental est pour un temps bouchée ? Cela est sensible à la SMA : « nous ne pouvons pas élargir le groupe parce que nous n'avons pas de perspective à offrir. »

On lui répond.
L'action des lycéens comme le mouvement des OS de Renault démontrent que la grande masse des travailleurs et de la jeunesse n'a pas ressenti le résultat des élections comme un échec la contraignant à renoncer à agir. Bien au contraire. Avant les élections, les dirigeants ont appelé les travailleurs à différer toute action. Aujourd'hui, chacun constate que les élections n'ont pas permis d'arracher les résultats escomptés. Mais les problèmes demeurent entiers. Il va falloir les poser autrement, et tenter de les résoudre par l'action de classe. Tel est le sentiment général.

D'ailleurs, à la SMA, ce sentiment des travailleurs s'exprime nettement. Une grève d'une semaine a été menée en décembre pour arracher 150 F pour tous au titre du rattrapage du pouvoir d'achat, et une cinquième semaine de congés payés. Des résultats partiels non négligeables ont été arrachés à l'époque : prime de 248 F en une seule fois pour le rattrapage 1972, 85 F d'augmentation pour les plus bas salaires, paiement de la moitié des jours de grève, etc. Dès le lendemain des élections les travailleurs, loin de se sentir affaiblis, ont repris l'initiative. TOUTES LES REVENDICATIONS DOIVENT ÊTRE ARRACHÉES ! Ainsi, mardi 24 mars, 350 travailleurs se sont rassemblés à l'appel de la section CGT, alors que, dans le passé, quelques dizaines de travailleurs seulement participaient aux AG.

Un cahier de revendications a été déposé à la direction :

— 150 F pour tous chaque mois ;
— pas de salaire à moins de 1 200 F ;
— diminution du temps de travail ;
— retraite à 60 ans ;
— 5^e semaine de congés payés ;
— échelle mobile des salaires.

Le 11 avril, la direction doit répondre. Une nouvelle AG sera alors convoquée pour rendre compte aux travailleurs.

Tous les militants du groupe politique estiment que la participation sera massive.

N'est-il pas clair que les travailleurs de la SMA tirent à leur manière et sur leur terrain le bilan des élections législatives ? Leur volonté de décider eux-mêmes de l'action qui se prépare est très nette. Déjà, en décembre, plus de 60 travailleurs participaient au comité de grève.

Un camarade remarque : « Il est frappant de voir à quel point notre plateforme revendicative est proche de celle des travailleurs de chez Renault... »

Oui, bien sûr. Car, à quelques détails près, cette plateforme répond aux besoins de toute la classe ouvrière. C'est ainsi que, intégrant toutes les revendications particulières, se dégagent les éléments d'une plateforme nationale contre le gouvernement bourgeois issu des élections. Dès lors, pourquoi aller chercher partout et ailleurs les revendications ? Dans les Assurances comme chez Renault, les syndicats unis doivent appeler les travailleurs à se rassembler en Assemblées Générales dans les différentes Compagnies pour ajuster et déposer leurs cahiers de revendications.

Un camarade remarque : puisque les revendications sont voisines ou même identiques, l'action peut être unifiée... Nous savons qu'à l'EUROPE, ils ont fait grève eux aussi pour 200 F et une cinquième semaine de congés payés.

Certes, Pourquoi les organisations syndicales n'appelleraient-elles pas les As-

semblées Générales à désigner leurs délégués, en vue de préparer la réunion nationale des délégués de toutes les Compagnies d'Assurances pour étudier les conditions dans lesquelles pourrait s'engager l'action unie à l'échelle nationale contre le patronat des assurances ?

Une militante de la CFDT pose la question : « vous dites vouloir l'unité... Mais alors, pourquoi vous en prendre à tout propos et hors de propos à la CFDT ? »

Un camarade répond : « ce n'est pas nous, c'est la CFDT qui divise. A la SMA, il y a plus de 250 cadres, sur un millier de salariés. C'est là que la CFDT avait un peu d'influence. Or les seuls qui fassent une politique anti-cadres, ce sont les cadres CFDT. Selon la CFDT, les cadres devraient renoncer à leurs revendications au profit des employés... et des compagnies. La CFDT veut déshabiller Pierre pour habiller Paul. En fait, les cadres ont leurs propres revendications. Et ce dont il s'agit, c'est de prendre le plus possible dans la poche du patron. En refusant de défendre les revendications des cadres, la CFDT les

RENAULT

une grève, un

A lire les journaux, les tracts diffusés chaque jour chez Renault, on pourrait croire que les OS des presses seraient en grève pour « la dignité ». Certes, les conditions de travail des OS sont « indignes » ni plus ni moins, peut-être un peu plus, que les conditions de travail de tous les exploités du capital. Il suffit de signaler qu'avant les OS des presses en lutte pour le passage à P1 F, dans la grève du 38 chez Renault, les techniciens de la DIP ont également fait grève pour un reclassement supérieur.

Les techniciens de la DIP ne sont ni OS ni immigrés. L'exigence des professionnels au passage à une classification supérieure, celle des OS des presses, pose des questions que tout un chacun et tout le monde cherche plus ou moins à camoufler sous des flots de phrases humanitaires.

De quoi s'agit-il ?
D'abord d'une question de salaires. Mais oui. Mais oui, M. Maire qui propose au nom de la CFDT des revendications qui ne coûtent rien au patron, la hausse du coût de la vie appelle et appellera plus encore des actions pour arracher au patronat et à l'Etat des augmentations substantielles de salaires. Par la seule méthode efficace, les OS des presses, par la grève totale et illimitée, ont arraché cette augmentation de salaires que Dreyfus leur refusait.

Mais Dreyfus entend bien reprendre à terme ce qu'il a dû lâcher. C'est pourquoi, refusant le passage à P1 F, il accepte l'augmentation sous forme de primes. Les ouvriers, qu'ils soient immigrés ou non savent parfaitement qu'une prime n'est jamais définitivement acquise. C'est pourquoi ils ont rejeté la proposition que leur faisaient les dirigeants des syndicats d'accepter ce qu'ils qualifiaient comme un compromis honorable.

Les ouvriers des presses veulent des garanties. La seule garantie c'est le passage à la classe P1 F. Pourquoi Dreyfus refuse-t-il ? Pour la raison bien simple qu'il sait que les 15 000 OS des usines Renault exigent tous de passer à P1 F. A travail égal, salaire égal !

C'est là une certitude. Dreyfus tentera de s'opposer de toutes ses forces au passage à la classe P1 F des OS des presses, car non seulement il s'agit de la question de la classification de tous les OS, mais également de la classification des travailleurs de toutes catégories, déclassés systématiquement depuis des années en raison

de repoussés vers la CGC. Et maintenant, si nous engageons une action, nous avons un fossé entre les cadres et les employés. Voilà les résultats catastrophiques de la politique de la CFDT.

Quelles sont les perspectives du groupe politique ?

Le groupe a décidé de faire connaître aux travailleurs des autres compagnies d'assurances ce qui s'est passé à la SMA, les résultats de la dernière Assemblée Générale et le contenu de la plateforme revendicative qui a été adoptée. Et il se propose de réunir les militants membres ou non membres de groupes semblables dans d'autres compagnies d'assurances, Winterthur, Le Monde, etc., pour discuter ensemble de la situation dans les compagnies et des réponses politiques qu'il convient de formuler. La feuille « I. O. » de la SMA préparera cette réunion dans laquelle les militants élaboreront leur contribution à la réunion nationale des groupes politiques des 26 et 27 mai.

S'adresser à la rédaction de « I. O. » pour prendre contact.

abonnez-vous

• INFORMATIONS OUVRIÈRES •

ABONNEMENTS

Correspondance
Rédaction - Administration
88 bis, avenue Parmentier
PARIS-11^e
C.C.P. 21.831-73 Paris

1 an (48 n°) 50 F
Etranger (1 an) 60 F
6 mois (24 n°) 25 F

Versements au C.C.P. I. O. 21.831-73 Paris
1 Hemeroteca General
CEDOC

lock-out, des négociations...

même de la politique patronale de déqualification généralisée. Il s'agit donc de la grille unique du manœuvre à l'ingénieur, sur laquelle les négociations s'ouvrent le 3 avril.

Il est à parier que le 3 avril (nous écrivons cet article le 2 avril) la direction de la RNUR s'efforcera de biaiser et de tergiverser. Il ne faut pas être grand clerc pour entendre, avant qu'il ne les prononce, les paroles de Dreyfus : « La négociation commence, on ne peut du jour au lendemain établir une grille, il faut se laisser du temps, etc. » En un mot, la direction de la RNUR va essayer de noyer la revendication des OS pressées du passage immédiat à P1F, pour lanterner sur la discussion de la grille unique.



A ces arguments, les travailleurs répondront : en 1938, il a suffi de quelques heures pour que le patronat signe les conventions collectives qui garantissent aux travailleurs, avec des augmentations substantielles de salaires, des grilles de coefficient répondant à leurs revendications.

Ce qui se joue aux usines Renault intéresse toute la classe ouvrière. Dreyfus résiste non seulement pour des problèmes découlant de la volonté d'exploiter les travailleurs de chez Renault. Egalement au nom de toute la classe capitaliste.

Il faut revenir en arrière pour comprendre l'enjeu de la lutte des classes qui commence. En 1958, de Gaulle en prenant le pouvoir, a été chargé par le Capital de restructurer

toutes les relations entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Avec Pompidou, de Gaulle, à partir de 1962-63, a voulu « institutionnaliser » au travers des commissions Toutée et Grégoire, la réforme régionale, la réforme de l'enseignement, la réforme administrative et les Ordonnances contre la Sécurité sociale, les relations « capital-travail », le gouvernement et l'Etat bourgeois décidant sous leur seule autorité, pour les besoins du régime de profit, le montant des salaires.

Cette politique, dite politique de la masse salariale, ou politique des revenus, impliquait, avec l'intégration des syndicats à l'Etat, la police des salaires. On sait qu'après la grève générale de mai-juin 68, de Gaulle est tombé parce qu'il a voulu, au référendum, imposer aux travailleurs et aux organisations cette politique. La bourgeoisie a dû reculer.

Elle n'en a pas moins maintenu la politique de la « masse salariale », la politique des revenus, au travers des contrats salariaux et conventions salariales. Actuellement, le patronat et le gouvernement, partout, octroient les augmentations de salaires dans le cadre d'une masse salariale définie préalablement par les objectifs du plan, en relation avec la productivité, pour assurer l'augmentation des profits au détriment des salaires dans le prix de revient, entre autres, par une politique de déqualification systématique.

C'est ainsi qu'en résistant au passage des OS pressées à P1F, Dreyfus, représentant de toute la bourgeoisie chez Renault, entend maintenir la politique de surexploitation, menée dans le cadre de la politique des revenus. Inversement, la volonté farouche des OS pressées d'arracher la classe P1F, implique la « libération » effective des carcans mis en place par la politique des revenus, dans toutes les professions et pour toutes les catégories de travailleurs.

Tel est l'enjeu du combat, d'un premier combat qui, après les élections de 1973, va dresser la classe ouvrière pour en finir avec toutes les institutions mises en place par de Gaulle-Pompidou, dans le cadre de la politique des revenus pour assurer la « police des salaires », toutes les institutions anti-démocratiques mises en place en 1958-1962 par la Constitution pour contenir la lutte des classes du prolétariat.

Les problèmes ne font que commencer !

formation permanente

"le plus beau fleuron de la V^e république"

C'est ainsi que Messmer, à Provins, caractérisait l'œuvre de la V^e République en matière de formation professionnelle dite « permanente » ou « continue ».

Et tous de s'enthousiasmer : « Accord révolutionnaire entre le patronat et les syndicats », s'exclame Ceyrac, président du CNPF.

Le moyen enfin trouvé pour résoudre la question de l'inadaptation des travailleurs « à la prodigieuse révolution des sciences et des techniques »...

Qu'en est-il exactement ? S'agit-il d'ouvrir aux travailleurs la possibilité d'acquiescer une qualification professionnelle ?

Nous publions ci-dessous le premier d'une série d'articles consacrés aux problèmes de la formation permanente ou continue qui concerne le combat de tout le mouvement ouvrier.

Adaptation aux besoins immédiats du patronat : tel est bien l'objectif central de la formation permanente. Un exemple concret, celui d'un stage de formation continue aux « Nouvelles Galeries », stage en sept films qui a pris le nom prétentieux de « formation commerciale générale ». La finalité de cet enseignement : « l'amélioration du comportement des vendeurs face aux clients ».

Un de ces films au titre quelque peu abscond : « la démarque inconnue » est une « réalisation », selon la méthode de la « caméra invisible » consacrée... « aux vols de la clientèle et du personnel ».

Selon le responsable de cette « formation », M. Chevalier, chef du département Loisirs (sic) aux « Nouvelles Galeries », l'objectif de cette « formation », d'ailleurs obligatoire : « On essaie par ce film de les motiver, de leur faire comprendre l'importance qu'il peut y avoir à tous les niveaux dans la surveillance du magasin. » Résultat de cette « formation » : « Les chiffres de vente sont plus élevés qu'avant » et « cette formation a en partie modifié les relations entre les cadres et le personnel de vente » (Revue : La formation permanente, pp. 14-15).

Transformer les employés des « Nouvelles Galeries » en fils privés du patronat, tel est l'objectif précis de cette « formation continue ». C'est sans doute ce qui peut entrer dans la définition de M. Bocquentin, directeur de la formation du groupe Pechiney-Ugine-Kuhlmann :

« L'enrichissement des tâches devrait être recherché, même au niveau des employés les moins qualifiés. Il s'ensuit normalement un meilleur emploi des effectifs, une meilleure

efficacité du travail et une plus grande satisfaction des intéressés. »

Les travailleurs aspirent à une plus grande qualification et formation professionnelle qui leur permettrait d'arracher au patronat de meilleures conditions de vie et de travail.

Aspiration combattue par le patronat dont l'objectif est la surexploitation des travailleurs.

Ainsi Texier, directeur du personnel aux « Nouvelles Galeries » le dit crûment :

« La formation professionnelle continue, telle qu'elle résulte des textes de la loi du 16-7-71, est encore très largement perçue comme une annexe de la formation initiale. Or la formation continue doit devenir une formation spécifique et non pas un complément plus ou moins dénaturé de la formation initiale. Le plus souvent on nous demande que la formation soit une culture générale prodiguée par des enseignants. »

Ainsi, M. Texier répond, il ne s'agit pas d'une « culture générale », d'une « hausse de la qualification », mais d'une formation « spécifique ».

Telle est la réalité de la formation dite permanente poursuivant l'objectif politique avoué d'adapter les travailleurs à la mobilité de l'emploi.

Remplacer une qualification professionnelle par des « savoir-faire », amène non seulement la déqualification mais en même temps la liquidation de la formation initiale, donc de l'enseignement technique public.

Les dernières mesures prises dans le domaine de l'orientation scolaire à la fin de la 5^e dans les CES en est une éclatante et dramatique illustration. Nous aborderons cette question la semaine prochaine.

Après la prise de position du 3^e congrès de la Ligue Communiste

12 militants trotskystes de la première heure :

" Nous condamnons tout ralliement à l'union de la gauche - front populaire "

Les militants de la première heure dont les noms suivent ont combattu pendant des années pour le trotskysme dans les usines, les bureaux, les ateliers, les chantiers. Ils ont combattu dès avant la guerre, alors que, pour sauver la bourgeoisie, réformistes et stalinien s'engageaient dans la politique du Front Populaire. Ils ont combattu à l'époque où Staline, après avoir encouragé la bourgeoisie française à se réarmer (Pacte Laval-Staline 1935), signait avec Hitler le pacte germano-soviétique (août 1939). Ils ont combattu pendant la guerre et l'occupation, alors que les stalinien organisaient la calomnie, la terreur et la liquidation physique des militants trotskystes.

Ils adressent aujourd'hui à l'OCI, ainsi qu'à la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière la déclaration que nous publions ci-dessous.

Déclaration

C'est avec un profond étonnement que nous avons appris que le 3^e congrès de la Ligue Communiste, qui se réclame de la IV^e Internationale, a pris position pour appeler à voter au deuxième tour des élections de 1973, pour l'Union de la gauche.

Nous ne prétendons pas vouloir donner des leçons à quiconque, mais nous tenons à rappeler que nous avons adhéré au trotskysme à une période où nous condamnions tous le Front Populaire, que Léon Trotsky nous a appris à distinguer du Front unique de classe tel que la classe

ouvrière l'avait imposé en février 1934.

Pour tous les trotskystes à cette époque, le Front Populaire, alliance du PC, du PS et du Parti radical, était une alliance de collaboration de classes. Le Front Populaire a bien joué son rôle, il a trahi la révolution française qui avait commencé en juin 1936 selon les mots mêmes de Trotsky. En Espagne, le Front Populaire a entraîné à la catastrophe.

Nous pensons utile, bien que cela soit connu des trotskystes, de rappeler les passages suivants du Programme de transition adopté à la

conférence de fondation de la IV^e Internationale de 1938.

« Le passage définitif de l'Internationale communiste du côté de l'ordre bourgeois, son rôle cyniquement contre-révolutionnaire dans le monde entier, particulièrement en Espagne, en France, aux Etats-Unis et dans les autres pays « démocratiques » a créé d'extraordinaires difficultés supplémentaires au prolétariat mondial. Sous le signe de la révolution d'Octobre, la politique conciliatrice des « Fronts populaires » voue la classe ouvrière à l'impuissance et fraie la voie au fascisme. Les « Fronts Populaires » d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne.

...La IV^e Internationale n'a, ni ne peut avoir place dans aucun des Fronts Populaires. Elle s'oppose irréductiblement à tous les groupements politiques liés à la bourgeoisie. Sa tâche, c'est de renverser la domination du Capital. Son but, c'est le socialisme. Sa méthode, c'est la révolution prolétarienne. »

Nous pensons toujours que cette position, celle de Trotsky et de la

IV^e Internationale que nous avons fait nôtre, reste toujours valable.

C'est pourquoi nous condamnons la position de la Ligue Communiste de ralliement à l'Union de la gauche, qui a le même but que le Front Populaire et qui conduirait aux mêmes conséquences néfastes si la classe ouvrière n'arrivait pas à trouver son véritable chemin de classe, le chemin que nous avons pris en adhérant à la IV^e Internationale.

Signataires : Léonce COT, postier, date d'adhésion : 1945 (PCI) ; Charles MAR-GNE, postier, date d'adhésion : 1933 (Ligue Communiste Internationaliste) ; Anne-Marie FAUGLAS, institutrice, date d'adhésion : 1942 (Comité Communiste Internationaliste) ; Roger LUCCHISINI, métallo, date d'adhésion : 1937 (PCI) ; Roger MONIER, métallo, date d'adhésion : 1941 (CCI) ; BREGER, employé, date d'adhésion : 1933 (Groupe bolchevique-léniniste) ; G. BARDIN, employé, date d'adhésion : 1945 (PCI) ; Paul DUMAS, postier, date d'adhésion : 1938 (Parti ouvrier internationaliste) ; G. KOSMALA, ouvrier métallurgiste, date d'adhésion : 1945 (PCI) ; P. HENGER, métallo, date d'adhésion : 1938 (PCI) ; F. DUCUY, métallo, date d'adhésion : 1938 (PCI) ; Antonio LAFOND, institutrice, date d'adhésion : 1941 (POI).

La politique de la S. L. L.

Pour fournir une conclusion — bien entendu partielle et provisoire — à la série d'articles consacrés par Informations Ouvrières à la lutte des classes en Grande-Bretagne (1), il est nécessaire de revenir sur la politique de la Socialist Labour League.

Deux raisons le justifient : tout d'abord, les problèmes de la reconstruction de la IV^e Internationale, les conflits et les débats politiques entre organisations qui se réclament du trotskisme ne sont pas séparables des questions posées par la lutte pour la construction d'un parti révolutionnaire du prolétariat français. L'avant-garde militante de ce pays ne peut les ignorer. En second lieu, toute l'analyse de la situation politique en Angleterre met au premier plan la question de l'activité, de l'orientation des révolutionnaires.

La question du Labour Party

Nous l'avons souligné, au cœur de ces problèmes d'activité et d'orientation, il y a la question du Labour Party. Pourquoi ? Pas seulement parce que la majorité de la classe ouvrière anglaise considère le Labour Party comme son parti.

Comme l'expliquait Trotsky dans « Où va l'Angleterre ? », en 1926 : « Dans aucun autre pays du monde, le caractère de classe du socialisme ne fut aussi objectivement révélé par l'histoire de façon évidente, indiscutable, empirique, car le parti ouvrier est né ici du groupe parlementaire des Trade Unions, c'est-à-dire d'une organisation de classe des salariés. »

Parce qu'il est né comme expression politique directe des syndicats (c'est-à-dire de l'organisation élémentaire de l'ensemble de la classe), parce qu'il reste organiquement lié aux organisations syndicales (qui ont droit de vote dans ses congrès), le Labour Party se présente comme le parti de la classe ouvrière. C'est pourquoi, y compris après la constitution de la III^e Internationale, Lénine recommandait à la jeune organisation communiste britannique de s'affilier au Labour Party tout en préservant son indépendance politique.

Et, dans « Où va l'Angleterre ? », Trotsky expliquait encore : « La bourgeoisie anglaise se rend exactement compte que le principal danger la menace du côté des Trade Unions et que c'est seulement sous la pression de ces organisations de masse que le Labour Party peut, sa direction radicalement renouée, devenir une force révolutionnaire. »

Trotsky pensait-il que l'appareil dirigeant du Labour Party pouvait être « transformé », voire « redressé » ? Nullement. Il constatait que, du fait de la nature particulière du Labour Party, il



Février 1972 : la grève des mineurs.

était le champ de bataille principal pour la construction du parti révolutionnaire.

La Socialist Labour League partage-t-elle ce point de vue ? Si l'on considère certains paragraphes de la résolution politique de son dernier congrès (mai 1972), cela semble être le cas :

« La direction révolutionnaire ne s'établira dans la classe ouvrière anglaise qu'à travers la crise du réformisme », peut-on y lire ; et plus loin : « La signification du programme de transition en Grande-Bretagne, aujourd'hui, c'est : la défense des droits élémentaires par la mobilisation indépendante de la classe ouvrière dans les syndicats face à toute remise en cause de ces droits et sur

le mot d'ordre : contraindre le gouvernement conservateur à démissionner et le remplacer par un gouvernement du Labour Party s'engageant à légiférer en accord avec la Charte des Droits, adoptée par l'All Trade-Union Alliance dans sa conférence du 6 novembre 1971. »

Récapitulons : la crise du réformisme est le terrain de la constitution de la direction révolutionnaire ; la mobilisation des masses (en dehors de laquelle la lutte pour la constitution d'une direction révolutionnaire serait sans signification) passe par la lutte pour un gouvernement du Labour.

Mais apparaît soudain un troisième terme :

« La SLL sera transformée en un parti révolutionnaire comme l'un des aspects d'une perspective politique précise : une mobilisation de classe pour renverser le gouvernement conservateur et adopter la Charte des Droits ; de grandes luttes des masses pour imposer ces revendications », et plus loin : « La transformation de la SLL en parti révolutionnaire en novembre exige le recrutement de centaines de nouveaux membres, la constitution de nouvelles sections dans toutes les parties du pays. »

Novembre 1972 est passé et la « transformation » n'a pas encore été annoncée... Ce n'est pas l'essentiel, puisque

c'est cette perspective qui, d'après Workers Press — le quotidien de la SLL — continue à guider l'activité de l'organisation. L'essentiel, c'est le caractère ecclésiastique de la politique de la SLL.

Elle part d'une appréciation correcte — mais qui demeure formelle — de certains traits distinctifs de la lutte des classes en Angleterre, puis pose en fait la question de la construction du parti révolutionnaire indépendamment de ces traits, en dehors de la lutte des classes.

Les inconvénients de la SLL

Nous ne savons — et nous ne sommes pas intéressés à savoir — si le retard dans la proclamation du « parti révolutionnaire » est dû au fait qu'il n'y a pas eu de centaines de nouvelles recrues. Nous ne sommes pas intéressés parce que la question n'est pas là. Un tel développement numérique, pour important qu'il soit, n'aurait pas modifié qualitativement les relations de la SLL avec la classe ouvrière anglaise.

Or si l'expression, en elle-même curieuse, de « transformation » en parti révolutionnaire a un sens, ce ne peut être — pour un marxiste — que celui de la transformation des liens de cette organisation avec la classe.

Pour qu'il y ait une telle modification, il faudrait que sur le terrain que la SLL elle-même désigne comme essentiel, celui de la « crise du réformisme », l'intervention de l'avant-garde révolutionnaire ait d'ores et déjà modifié les rapports de secteur décisifs de la classe avec la direction réformiste. Il n'en est rien. Et dans cette mesure, la SLL pose la question de sa « transformation » en parti révolutionnaire comme une simple opération « interne », un bond en avant dicté par sa seule volonté. C'est de l'idéalisme pur et simple, cet idéalisme que l'on retrouve dans l'attitude de la SLL à l'égard de la reconstruction de la IV^e Internationale.

Sur le terrain national comme sur le terrain international, pareille orientation ne saurait être que désastreuse. C'est pourquoi l'Organisation Communiste Internationaliste ne se laissera pas troubler par les invectives et les calomnies : elle répète à l'adresse de la direction de la SLL et de ses militants : il faut cesser de fuir la discussion internationale, il faut faire un bilan ; sans renouer avec le combat pour la reconstruction de la IV^e Internationale, il n'est pas possible de faire face au combat pour la construction du parti révolutionnaire en Angleterre comme ailleurs.

(1) Voir Informations Ouvrières n° 602 à 604.

DOLLAR

Jusqu'où Nixon ira-t-il ?

Nouvelle conférence monétaire la semaine dernière à Washington. Mêmes hommes. Mêmes mots. Même impuissance des dirigeants impérialistes à dégager une issue.

Les Etats-Unis apparaissent une nouvelle fois comme les maîtres du jeu.

Mais, en même temps que le communiqué de la conférence de Washington était rédigé sur une ligne qui leur donne entière satisfaction, on apprenait que Nixon décidait de bloquer les prix de la viande pour tenter d'enrayer la hausse menaçante des prix alimentaires (voir I.O. n° 604).

Immédiatement, les fermiers du Middle-West et les producteurs de céréales destinées à l'alimentation du bétail menaçaient de stopper les livraisons, tandis que les dirigeants syndicaux, Meany en tête, déclaraient de leur côté qu'ils allaient renoncer à contenir les revendications de salaires dans la fourchette de 5,5 % négociée depuis l'été avec l'administration Nixon.

Or, si Nixon ne parvient pas à maîtriser l'inflation interne, le dur combat qu'il s'approprie à engager pour imposer les marchandises américaines sur tous les marchés mondiaux risque d'être perdu avant même d'avoir commencé, la hausse des prix intérieurs compensant l'avantage obtenu à l'étranger par les dévaluations successives du dollar.

Dans une large mesure, Nixon envisageait la guerre commerciale contre l'Europe et le Japon comme un

moyen de différer l'affrontement avec la classe ouvrière américaine. En effet, l'emploi et les salaires des travailleurs américains seraient gravement menacés par une contraction des marchés extérieurs des firmes américaines, même si celles-ci dépendent beaucoup moins de leurs ventes à l'exportation que les entreprises européennes ou japonaises. De plus, la pénétration des marchandises européennes et japonaises aux Etats-Unis ébranle des secteurs entiers de l'industrie américaine.

Ainsi Nixon risque d'être conduit à se battre simultanément sur tous les fronts. Le blocage des prix de la viande l'engage sur une voie au bout de laquelle il y a nécessairement des mesures d'autorité pour tenter de contenir la hausse des salaires. Si l'inflation n'est pas immédiatement maîtrisée, il ne pourra éviter de dresser contre lui travailleurs, agriculteurs et commerçants.

Et l'on vient d'apprendre que le déficit commercial (excédent des importations sur les exportations) des Etats-Unis a augmenté de 60 % entre janvier et février.

La situation est donc critique à tous égards.

Nixon risque d'être tenté de s'en sortir par la fuite en avant, c'est-à-dire par une accélération brutale de

son offensive commerciale à l'étranger.

La conférence de Washington lui laisse les mains libres : les participants souhaitent un retour à des changes « stables mais ajustables » (et non pas fixes), ce qui signifie que les manipulations monétaires resteront la règle... tant que la machine ne sera pas complètement grippée ; les balances des paiements devraient s'équilibrer... mais rien de précis n'est demandé au gouvernement américain ; dans le régime réformé, le solde des règlements entre pays devrait se faire par compensation auprès du Fonds Monétaire International (dominé par les USA), ce qui permettrait de différer pour longtemps le retour à la convertibilité pour peu que le Fonds consente à acheter tous les dollars qui lui seraient présentés par les créanciers des Etats-Unis...

Jusqu'où Nixon ira-t-il ?

En renonçant au crédit en yens qui lui était offert par le gouvernement japonais pour soutenir le dollar, il vient de signifier clairement qu'il entend arracher une nouvelle réévaluation de la monnaie japonaise. La classe ouvrière japonaise en fera les frais.

Pourra-t-il obtenir les mêmes concessions des dirigeants européens ? Rien n'est moins sûr : les métallos de chez Renault sont en train, entre autres choses, de signifier à Pompidou qu'il ne doit pas espérer obtenir quoi que ce soit de ce côté-là.

Les prolétaires d'Europe ne seront certainement pas les victimes consentantes de la « solidarité occidentale ».

maroc

Hassan II dissout l'UNFP

Après la dissolution, il y a trois mois, de l'Union Nationale des Etudiants Marocains, le gouvernement marocain vient de décréter l'interdiction de l'UNFP (Union Nationale des Forces Populaires), le parti dont Ben Barka fut l'un des fondateurs.

Si l'UNFP (nous l'avons expliqué dans I.O. il y a un an lors des grandes manifestations étudiantes au Maroc) n'est pas un parti ouvrier, c'est vers lui que se tournent les millions de travailleurs marocains qui combattent la monarchie de Rabat, instrument de leur asservissement.

Mais l'importance de l'UNFP tient à ce qu'elle est à la direction de la puissante centrale syndicale : l'Union Marocaine du Travail qui organise la quasi-totalité du prolétariat marocain.

Le roi du Maroc accuse une fois de plus l'UNFP de « complot ». Les dirigeants de la fraction de Rabat de ce parti ont été récemment arrêtés et il apparaît que la monarchie n'a pas osé s'en prendre à la fraction de l'UNFP liée à l'UMT.

Il n'en demeure pas moins que les libertés démocratiques sont, une fois de plus, gravement en danger au Maroc. Tout comme ils ne cesseront pas de l'être pour l'annulation de la dissolution de l'UNEM, les militants révolutionnaires, indépendamment des divergences qu'ils peuvent avoir avec l'UNFP, se prononcent sans équivoque pour le droit à l'existence de tous les partis qui se prononcent contre la monarchie réactionnaire du Maroc.

Libération des détenus et militants politiques emprisonnés au Maroc !

équilibre précaire

Le 4 mars, en arrachant 44 % des voix pour l'Unité populaire, le prolétariat et les masses chiliennes ont fait échec aux plans de tous ceux qui espéraient ouvrir par le moyen d'un triomphe électoral des forces politiques bourgeoises, la voie à un assaut contre-révolutionnaire direct dirigé contre le prolétariat et ses organisations.

C'est bien grâce à la seule activité propre des masses que ce résultat avait été obtenu. Le gouvernement Allende, avec ses trois ministres militaires et les états majors des partis de l'Unité Populaire, n'y ont pas été pour grand-chose. Tout au contraire, ils avaient apporté leur propre contribution à la tentative concertée pour obtenir le reflux et la défaite des masses.

C'est ainsi que sous couvert d'assurer « l'ordre public » et la « tranquillité » à la veille du scrutin, le ministre de l'Intérieur, le général Prats (avec l'accord total de la direction du PC et du PS), avait entrepris de dissoudre et désarmer les groupes d'auto-défense fournis par les militants communistes et socialistes contre les attaques des commandos d'extrême-droite dirigés contre leurs locaux, leurs meetings et leurs collages d'affiches.

C'est ainsi également qu'à la veille des élections, le ministre des Finances, Millas, avait présenté à l'insurrection des militaires, un projet de loi restituant au secteur privé une cinquantaine d'entreprises nationales sous la pression des travailleurs en 1970.



Peasants in Chile fighting for the expropriation of the large agrarian property. It will be difficult for them to get their land back.

C'est ainsi enfin que le gouvernement, sur proposition de Prats, avait dissous les comités de ravitaillement et de contrôle des prix mis en place au niveau des municipalités par les travailleurs et leurs organisations, et dont l'activité était allée en se développant au cours du mois précédant les élections. Les raisons qu'Allende a données dans un discours, pour dissoudre ces comités, sont plus parlantes que de longues thèses sur la nature du processus en cours au Chili :

« Le gouvernement, a-t-il dit, ne saurait accepter que l'on prétende mettre en place un pouvoir municipal. Ce gouvernement est un gouvernement des travailleurs. Mais l'exercice d'un pouvoir municipal est inacceptable pour mon gouvernement comme pour tout gouvernement au monde. Je connais les pays socialistes et dans aucun d'eux, il n'existe de gouvernement parallèle. »

Repousser et refouler les masses, briser toute expression autonome de leur mouvement, interdire le développement de toute manifestation du développement d'organes de double pouvoir, telle est la ligne de fond de la politique d'Allende et du PC chilien.

Aujourd'hui, les militaires quittent le gouvernement. N'est-ce pas vouloir déformer la réalité que de tenter de présenter ce pas comme l'expression d'un « contexte plus favorable à l'Unité Populaire », c'est-à-dire comme l'expression d'une avance des masses, ainsi qu'Acquaviva tend à le faire dans l'Humanité ?

Les militaires « prennent du champ », comme aurait dit de Gaulle, ou encore se « mettent en réserve de la république » (bourgeoise). Les militaires quittent les avant-postes du com-

bat que la bourgeoisie mène contre le prolétariat avec la collaboration de l'Unité Populaire et dont l'une des formes est la participation de toute une gamme de représentants réactionnaires de la bourgeoisie au gouvernement présidé par Allende. Mais s'ils le font, c'est pour jouer avec plus de liberté encore leur rôle d'« arbitres » de la situation et pouvoir intervenir sans avoir de comptes à rendre à quiconque contre le prolétariat.

L'Economist (hebdomadaire financier de Londres), qui suit avec une attention toute particulière l'évolution politique d'un pays où l'impérialisme britannique a toujours eu et conserve encore de très importants intérêts, a donné des informations qui éclairaient singulièrement la nature du remaniement ministériel. Le 10 mars, il écrivait qu'à la veille du scrutin, « les dirigeants du PC chilien en particulier, étaient en train de considérer sérieusement la mise en place d'une nouvelle combinaison qui pourrait comporter la fraction modérée des socialistes, un ou deux militaires de plus et quelques technocrates indépendants », et donc où le PC lui-même ne figurerait plus.

Cette solution typique d'une « fin d'expérience » de front populaire lorsque celui-ci doit être rompu en relation, et à la veille, de coups brutaux contre les masses, a été écartée momentanément du fait de la mobilisation propre des masses et l'échec qu'elles ont fait subir à leurs ennemis, le 4 mars.

Mais si les militaires quittent le gouvernement, leur place est prise par des politiciens « modérés », réactionnaires et des technocrates du type de ceux auxquels le PC songeait avant mars. Les bandes d'extrême-droite ont refait leur apparition dans la rue et harcèlent de nouveau les locaux des partis ouvriers. Un débat enfin, comme le dit pudiquement Acquaviva, « est en cours dans les rangs de la gauche qui porte sur les cadences, les rythmes, l'ampleur, les délais du processus de transformation engagé depuis deux ans ».

Sur tous les plans, la bourgeoisie et le gouvernement Allende collaborent pour cerner et harceler le prolétariat et les masses. Aujourd'hui, le regroupement de ceux-ci sur leur propre terrain, dans des organismes d'auto-défense ou des comités du type de ceux dissous par Allende (et dont les uns et les autres ont pleinement intégré les organisations politiques et syndicales de la classe ouvrière au niveau de cellules ou d'unions locales) peut permettre à la classe ouvrière de résister aux coups de la bourgeoisie, et de regrouper les masses laborieuses sur le terrain de la lutte pour le gouvernement ouvrier, gouvernement des travailleurs, gouvernement de rupture avec la bourgeoisie, c'est-à-dire tout le contraire de ce qu'est le gouvernement Allende, gouvernement de collaboration de classe avec les pires ennemis du prolétariat.

brejnev veut baillonner le samizdat

Une dépêche d'agence, sèche et laconique, en provenance de Moscou, rappelle au monde la détention arbitraire de Piotr Yakir qui aurait dû être jugé, selon la loi soviétique, au cours des neuf premiers mois d'incarcération, c'est-à-dire avant le 21 mars 1973. Piotr Yakir reste au secret. Mais des voix s'élèvent à Moscou même pour attirer l'attention sur son sort.

La bureaucratie entend les faire taire. Elle veut détruire de fond en comble tout noyau existant et potentiel de l'opposition. Elle s'est engagée dans une vaste opération pour empêcher la publication de la célèbre *Chronique des événements récents* qui regroupe tous les groupes et tous les courants de l'opposition pour la défense des droits civiques en URSS, droits bafoués par les maîtres du Kremlin.

Le mérite de P. Yakir est d'avoir lié son nom, pendant des années, à la publication de la *Chronique des événements*, dont il fut l'un des fondateurs et l'animateur inlassable jusqu'au 21 juin 1972. Mais c'est l'honneur de l'opposition soviétique pour le retour à Lénine que d'avoir pu continuer à faire paraître, malgré l'arrestation de Yakir et le déchaînement de la répression, la *Chronique des événements*.

Tous les moyens sont bons pour Brejnev afin de museler la voix de la nouvelle opposition communiste. C'est ainsi qu'il faut comprendre la récente décision officielle soviétique d'adhérer à la Convention de Genève de 1952 sur les droits d'auteur.

Comme le rappelle la grande presse, depuis octobre 1917, l'URSS publiait ce qu'elle entendait et ne versait aucune « royauté » aux maisons d'éditions occi-

dentes. Du jour au lendemain, c'est-à-dire en février 1973, les dirigeants de l'URSS décident d'honorer les contrats des maisons d'édition de l'impérialisme, c'est-à-dire s'approprient à payer des millions de roubles pour avoir le « droit » d'éditer des auteurs étrangers.

Une nouvelle conquête de la révolution disparaît. Comme le fait remarquer l'hebdomadaire du trust Hachette, *Le Point* : « Les Russes ne peuvent plus faire autrement. Ils sont immergés dans l'internationalisme des marchands. »

Les millions de roubles soviétiques aux maisons d'éditions occidentales ont un but précis. Il s'agit d'empêcher la publication, à l'Ouest, des écrits de la nouvelle opposition. L'agence A.P. explique :

« En fait, le législateur paraît surtout soucieux de s'opposer à la publication à l'étranger des œuvres qui circulent clandestinement en URSS sous forme de copies (Samizdat). Ainsi, lorsqu'une œuvre clandestine sera publiée à l'étranger, ou bien l'auteur déclarera avoir donné son autorisation — auquel cas il sera poursuivi — ou bien il niera l'avoir fait, et l'Union Soviétique pourra se retourner contre l'éditeur occidental pour violation de la convention universelle. »

Ainsi, le cadeau de la bureaucratie aux trusts de l'édition a pour contrepartie la volonté affichée d'interdire à tout jamais que Soljenitsyne, Grigorenko et Yakir soient lus par les ouvriers du monde entier.

Il s'agit d'isoler encore un peu plus la nouvelle Opposition communiste d'URSS du prolétariat international. Les ouvriers conscients du monde entier signifieront à Brejnev qu'il n'y parviendra pas.

sakharov menacé...

Au moment même où le Kremlin prend ses dispositions pour empêcher la publication des textes « Samizdat » de la nouvelle Opposition, on apprend l'arrestation et l'interrogatoire, à Moscou, du grand savant Andreï Sakharov, fondateur, en novembre 1970, du « Comité soviétique des Droits de l'Homme ».



Pendant des années, comme P. Yakir, A. Sakharov a pu bénéficier de l'impunité et a combattu pour la libération de nombreux travailleurs, savants, intellectuels russes emprisonnés par la bureaucratie. Il est clair que, comme Yakir, de 1969 jusqu'au 21 juin 1972, Andreï Sakharov était protégé par une fraction de la bureaucratie du Kremlin elle-même, soucieuse de préparer l'avenir et de laisser fuser, ne fut-ce que faiblement, la voix de la critique.

Son arrestation brutale, tout comme celle de Yakir en juin dernier, les déclarations qui lui sont prêtées, la révélation de son interrogatoire par le KGB, tout démontre que la bureaucratie a décidé, en dépit de ses divergences internes, de faire front face aux opposants. Pour que leurs textes ne circulent plus

sous forme de Samizdat, pour que la *Chronique des événements* soit étranglée, il faut frapper indistinctement tous les combattants des droits civiques. Telle est la décision du Kremlin.

Selon Newsweek de novembre 1972 qui a publié une interview de Sakharov, ce dernier aurait déclaré : « Je crois que notre combat est vain et absurde, et que, dans ce système, rien ne changera vraiment. » La démolition de Sakharov rappelle ainsi les « déclarations » qu'aurait faites Yakir, selon ses geôliers, en faveur du renoncement à toute lutte.

Quoi que pense aujourd'hui A. Sakharov, il reste pour tous les militants et travailleurs attachés au socialisme l'un des champions du combat pour les libertés démocratiques bafouées en URSS par les privilèges de la bureaucratie. Il déclarait d'ailleurs à la même revue américaine :

« J'ai cru longtemps que le rapprochement Est-Ouest, la coexistence pacifique provoqueraient chez nous des modifications bénéfiques. Je me suis trompé. Depuis la dernière visite de Nixon, la situation ne fait qu'empirer. Les puissances se montrent plus intraitables encore, car ils découvrent que, dans le cadre de la détente, ils peuvent faire fi de l'opinion publique occidentale qui évite de plus en plus de s'intéresser aux atteintes à la liberté en URSS... »

Ces mots sont un véritable appel à la solidarité internationale avec les militants des droits civiques en URSS. Contre la sainte-alliance de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin, fruit de la politique de coexistence pacifique, c'est à la classe ouvrière internationale qu'il appartient d'agir.

Le temps presse. Les combattants de la démocratie ouvrière en URSS sont menacés d'une disparition totale. Liberté pour Yakir, liberté pour Sakharov, cette exigence doit être celle de milliers et de milliers de travailleurs, de démocrates et de militants ouvriers !

Dernière minute : selon l'Express du 2 avril, A. Sakharov a été libéré après avoir été interrogé par le KGB. Il n'en demeure pas moins que la menace de la répression continue d'être déchaînée contre tous les opposants.

« écrits à prague sous la censure »

EDI 1973 - en vente à la SELIO

Le lecteur et le militant révolutionnaire trouveront un grand intérêt à la lecture du recueil de textes « *Écrits à Prague sous la censure* » entre août 1968 et juin 1969 (1) par les militants, intellectuels et journalistes, engagés à l'époque dans le combat pour la révolution politique en Tchécoslovaquie.

Il s'agit des documents les plus significatifs des deux hebdomadaires *Reportér* et *Politika*, autour desquels s'organisait une avant-garde marxiste que l'on peut caractériser comme l'aile gauche du Parti Communiste Tchécoslovaquie. Cela au moment où le mouvement des travailleurs, lors du « printemps de Prague », disputait le PCT au contrôle de la bureaucratie.

Notre camarade Pierre Broué (2) a préfacé ce recueil et montre dans quel contexte ces textes ont été rédigés. Ils l'ont été en effet sous le second gouvernement Dubcek, à un moment où ce dernier, contraint d'appliquer le diktat des « accords de Moscou », était en train de creuser lui-même la tombe du « printemps de Prague ».

La censure réapparait, ainsi que l'auto-censure. Dubcek, fin 1968, fit interdire momentanément les deux hebdomadaires. Mais la voix de la critique, du bilan indispensable du mouvement révolutionnaire inachevé du printemps et de l'été 1968 a pu se faire entendre jusqu'à la chute de Dubcek, fin avril 1969, dans des organes légaux en Tchécoslovaquie.

Aujourd'hui cette discussion se poursuit dans les prisons de Husak dont le pouvoir — celui de la bureaucratie restaurée — ne pardonne pas aux Hochman, aux Sabata et aux Lederer d'avoir osé exprimer les aspirations des masses contre le pouvoir de la bureaucratie, en 1968 et en 1969.

Comme l'explique Pierre Broué, malgré leurs limites et les confusions inévitables à une première étape, « partis de l'idée de la "réforme" de la bureaucratie, les militants de *Reportér* et de *Politika* ont considérablement aidé à abréger l'itinéraire de ceux qui, après eux, ne peuvent que s'engager dans la même voie », la voie du combat pour la révolution politique ainsi que l'avaient, dès 1968, compris les plus conscients d'entre eux.

Nous publions ci-dessous quelques extraits des textes qui, écrits après l'intervention militaire en Tchécoslovaquie, démontrent comment la lutte contre le stalinisme prit en fait son essor en ces temps troublés. Et cette lutte, aujourd'hui, se poursuit, rassemblant malgré la terreur des milliers et des milliers de combattants du socialisme.

C'est pourquoi, lutter pour la libération de ceux qui paient de la prison leur fidélité au combat des travailleurs tchécoslovaques commencé en 1968, et qui se poursuit, est la tâche quotidienne de tous les militants ouvriers de ce pays.

(1) *Écrits à Prague sous la censure, août 1968-juin 1969, textes choisis des revues Reportér et Politika par Pierre Broué. Editions EDI, Paris, 260 pages, en vente à la SELIO au prix de 24,40 F.*

(2) Rappelons que Pierre Broué a publié, en mai 1969, en supplément à la *Vérité*, un essai sur la révolution politique en Tchécoslovaquie, indispensable à la compréhension du combat de 1968. Le printemps des peuples commence à Prague; en vente à la SELIO, 9 F.

quelques textes des combattants du « printemps de prague »

« Que faire ? Nous nous le demandons et nous cherchons à répondre. On obtient des réponses par la bouche de certains. Et il me semble qu'on entend dire par certains, de plus en plus nombreux, qu'il faut s'adapter, s'accommoder. « Le réalisme tchèque », présent non seulement dans nos consciences mais aussi dans celles de nos voisins, pourrât probablement jouer un nouveau rôle historique. Il s'agit de « s'adapter » aux nouvelles conditions afin de les changer; dans ce cas, vive le réalisme ! Mais s'il s'agit d'une nouvelle forme de philosophie nationale, prônant la médiocrité et les aspirations timorées, dans ce cas il faut crier, ou au moins chuchoter "attention" ! »



« Il est possible de dresser des obstacles devant les aspirations des ouvriers intelligents et honnêtes, des ouvriers de mains et des ouvriers d'esprit, pour un monde plus libre et plus juste, devant leur aspiration à diriger réellement leurs usines et leur pays... »

« Je souffre de l'idée fixe que ce désir est indestructible; j'ai acquis cette conviction dans notre capitale le 22 août 1968, dans une usine de Vysocany (où s'est tenu le 14^e congrès clandestin, NDLR). Il est possible de régner en osant le peur, en profitant de l'indifférence et de l'inertie politique, et même en multipliant, en présentant aux gens l'idée de bonheur comme celle de la propriété petite bourgeoise, en ouvrant la porte au carriérisme éhonté et toujours présent: finalement, certains Novotny dans ce pays ont appris que même un tel règne avait une fin. »

le 22 août 1968, dans une usine de Vysocany (où s'est tenu le 14^e congrès clandestin, NDLR). Il est possible de régner en osant le peur, en profitant de l'indifférence et de l'inertie politique, et même en multipliant, en présentant aux gens l'idée de bonheur comme celle de la propriété petite bourgeoise, en ouvrant la porte au carriérisme éhonté et toujours présent: finalement, certains Novotny dans ce pays ont appris que même un tel règne avait une fin. »

Karel BARTOSEK. « Ne pas hurler avec les loups ». *Politika*, n° 4, 19 septembre 1968 (pp. 107-108).

« Le 21 août (date de l'invasion, NDLR) fut inattendu et choquant pour notre population tout entière. Il fut le jour qui nous a tous "politisés", le jour qui a intégré les autres forces sociales, décisives cette fois-ci, dans ce processus politique qui se développait après janvier. Le débat des délégués du XIV^e Congrès extraordinaire, convoqué de façon exceptionnelle et dans une situation exceptionnelle, s'est proclamé — sans tenir compte du "crétinisme parlementaire" — XIV^e Congrès extraordinaire. Il fut l'acte par lequel les communistes ont exprimé l'opinion de toutes les couches de notre société, et qui aurait été irréalisable sans le soutien décisif de la classe ouvrière... »

« Je pense que les communistes doivent prendre une attitude active, qu'ils ne doivent pas, même dans la situation actuelle — malgré les échecs et les obstacles — cesser de former les forces nécessaires à notre initiative indépendante et socialiste. Sinon, ils contribueraient à une telle modification de nos forces intérieures qu'une orientation bureaucratique pourrait prévaloir sur notre orientation vers un socialisme démocratique. »

« La possibilité d'une telle activité est toutefois subordonnée au départ des armées des cinq pays. départ lié à la "normalisation" et à la "consolidation" de la situation chez nous. »

Frantisek SAMALIK. « Une tentative de bilan ». *Politika*, n° 4, 19 septembre 1968 (pp. 107-108).

« Nous sommes devenus une société de citoyens qui se sont libérés de l'intérieur, émancipés aussi, qui sont définitivement trop mûrs pour la tutelle politique. Si nous cherchons la cause, vraies ou fausses, du conflit autour du "cas Smrkovsky", alors c'est ce fait qui en constitue la raison principale... »

« Nous sommes la société avec laquelle on ne peut faire effectivement qu'une seule politique, ouverte, honnête et démocratique. Ce pays est politiquement mûr et expérimenté. Il n'est, tout simplement, plus assez primitif pour la manipulation bureaucratique de cabinet. »



1970 : Brejnev à Prague, Husak triomphe.

ni assez plastique, et il ne supporte plus de tout de quelconques ruses grossières. Ce peuple a une forte conscience de son droit de participer au pouvoir, en tant que citoyen, habitant d'une cité, membre d'une collectivité de travail, d'une classe, d'une nation. Il n'est plus possible de tenir ce peuple en laisse et de lui affirmer en même temps qu'il se gouverne lui-même. C'est impossible notamment à partir du moment où c'est la classe ouvrière qui a pris véritablement la direction du mouvement politique du pays et où il n'est plus possible de présenter telle ou telle prise de position de la part de la population comme le résultat des agissements d'"éléments" fictifs ou de "groupuscules"... »

Jiri HOCHMAN. « Le cas Smrkovsky ». *Reportér*, n° 1, janvier 1969 (pp. 119-122).

gilles martinet

" le système pompidou "

seuil 1973

Gilles Martinet chemine depuis longtemps.

Ce vieux routier de la politique a maintes fois emprunté des itinéraires sinueux, voire tortueux.

Avant de trouver son chemin de Damas sous la houlette de François Mitterrand, il a souvent tenté d'ouvrir de nouvelles avenues. Mais, tel Attila, là où il est passé, rien ne repousse jamais.

Les « expériences » multiples de cet explorateur infatigable l'ont toujours conduit à échouer dans les terrains vagues ou les décharges publiques de la politique.

C'est d'ailleurs au CERES que notre voyageur vient de poser sa besace.

Sous le titre *Le système Pompidou*, le voilà qui nous livre la boussole et les cartes qui, depuis bientôt trente ans, lui permettent de « s'orienter ».

Et c'est bien instructif.

Le « système Martinet » est simple. La France se divise en deux camps: les conservateurs et les modernistes.

La grande lutte, le juste combat se résume aujourd'hui à cette nouvelle

querelle des anciens et des modernes ».

« La contradiction dominante est celle qui oppose la technocratie dominante à la nouvelle classe politique, les courants modernistes du capitalisme au conservatisme petit bourgeois et populaire » (p. 159).

Martinet se range sans hésiter parmi les « modernistes ».

Il se sent plus proche, tellement plus proche du « technocrate » éclairé ou du « manager » moderne que du petit bourgeois ou du travailleur qui s'efforcent de « conserver » ce que l'Etat et les trusts tentent voracement de leur arracher.

Tel est Martinet. Les thèses sont si écoulées et la pensée si plate qu'il ne vaut pas la peine de s'y attarder plus longtemps.

Sinon pour relever un détail amusant. Le grand homme de Martinet a nom Simon Nora.

Rappelez-vous: l'homme du rapport sur la « rationalisation » des entreprises publiques, l'homme qui voulait en finir avec le « conservatisme » des travailleurs du métro ou de la SNCF et les initier aux joies du « management ».

Ah, Simon Nora ! Martinet bée d'admiration.

Mais savez-vous où Simon Nora exerce aujourd'hui ses talents de « manager » ? A la tête du trust Hachette.

Ce modèle de capitalisme novateur et vigoureux.

Cette bastille dont les monopoles sont protégés par le plus vaste réseau de complicités, d'intérêts et de corruption à tous les niveaux de l'appareil d'Etat.

Cette entreprise spécialisée dans le bourrage de crâne en tous genres, de la presse catholique pour enfants des écoles jusqu'aux émissions de variétés de M. Arthur Conte.

Bien gérée, sans doute, grâce à Simon Nora. Mieux gérée encore pour abrutir la France entière et pour rallier de nouveaux milliards de bénéficiaires.

Les modèles de Martinet, ce sont les domestiques du régime, les plus plats valets du capitalisme, ceux qui mangent à tous les râteliers et se vautrent dans toutes les bauges.

Non, Martinet. L'ordinateur plus le trust Hachette, ce n'est pas le socialisme. Votre modernisme couche sans feçons avec la pire réaction. Vous êtes, décidément, vous-même. Vous ne nous étonnez plus.

ACHETEZ VOS LIVRES A LA SELIO

87, RUE DU FAUBOURG SAINT-DENIS, PARIS-10^e - CCP 31 697-97 La Source

Acheter ses livres à la SELIO, un devoir pour tous les militants, une question d'intérêt pour tous.

Tous les ouvrages disponibles chez les éditeurs peuvent être fournis dans les plus courts délais, tant à Paris qu'en province.

PARMI LES DERNIERES PARUTIONS :

Marx-Engels : Correspondance - Tome III (les deux premiers tomes sont disponibles) 30,00 F

Marx-Engels : Sur la Chine 10,00 F

Écrits à Prague sous la censure, août 1968-juin 1969. Textes choisis et présentés par P. Broué 24,50 F

C. Lefranc : Les gauches en France, 1789-1972 39,50 F

SUR L'ECOLE ET LA LAÏCITE

M. Dommanget : Les grands socialistes de l'éducation 37,00 F

A. Prost : L'enseignement en France, 1800-1963 32,00 F

J. Freyssinet : Les manuels d'histoire de l'école privée, 1882-1982 27,00 F

CEDOC